Régulation homéostatique de la monnaie

2024-08-17

Changement climatique & régulation homéostatique de la monnaie

L'impossible financement des ODD – François Rossier

Le changement climatique est devenu une réalité mais la manière de s'y préparer et les moyens pour financer la transition écologique sont encore balbutiants, tant en termes d'instruments que de méthodes. Bien que les estimations divergent, les montants nécessaires se chiffrent en milliers de milliards de dollars US par année et selon le SDG Knowledge Hub[1], il manquerait 4'200 milliards d'US dollars par année jusqu'en 2030 pour atteindre les ODD[2]. Le Global Impact Investing Network (GIIN) estime en 2019 qu'environ 1'340 organisations gèrent 502 milliards d'US dollars d'actifs d'investissement d'impact dans le monde mais il s'agit là d'un encours et non pas d'un flux[3].

Des nouveaux outils et véhicules financiers (*blended finance*), combinant subventions publiques, crédits bancaires à taux concessionnels et commerciaux permettent de financer des projets d'impact innovants présentant un retour sur investissement suboptimal[4] mais le montant moyen décaissé par projet reste très élevé (~USD 150m), limitant le nombre de projets éligibles[5]. L'essor du *blended finance* est aussi contraint par de nécessaires adaptations du cadre réglementaire afin de faciliter des prises de risques par des acteurs comme les fonds de pension et les assurances vie qui à ce jour ne sont pas autorisés à financer de tels projets.

L'approche par le marché est privilégiée car pour atteindre de tels volumes de financement, il faut nécessairement faire appel au crédit. Mais le retour sur investissement étant diffus, temporellement et spatialement, les projets bancables sont rares, laissant de nombreux besoins hors de portée.

A cette massive mobilisation de ressources financières s'ajoute la nécessité de préserver la paix sociale, car la fin du mois apparaît toujours comme plus immédiate que la fin du monde.

Emetteur en dernier ressort de la monnaie, seule la Banque centrale peut « émettre » le financement nécessaire, l'approche par le marché ayant montré ses limites. Tout en veillant à la stabilité des prix, garante de la paix sociale, la Banque centrale, avec l'appui de la

---

[1] SDG Knowledge Hub (lien).
[2] Le montant varie entre 2'500 milliards et 4'200 milliards. Les nations Unies l'estime à 4'000 milliards (lien).
[3] GIIN, Sizing the Impact Investing Market (lien).
[4] La combinaison des subventions et des crédits à taux concessionnels permet de structurer des investissements commercialement viables.
[5] Convergence, State of Blended Finance 2024, 93 pages, (lien). USD 15md d'investissement en 2023.

digitalisation des transactions et l'IA, peut développer un nouveau modèle permettant d'injecter et de retirer du cash en fonction des priorités environnementales et sociales.

A l'origine de la monnaie

Nombreuses sont les communautés humaines qui ont adoptés une monnaie à une époque où il n'y avait ni banque centrale, ni comptabilité en partie double et les premières unités de compte sont signalées en Mésopotamie dans l'empire d'Akkad (2300 av. J.-C.)[6].

Dans toute communauté, les humains naissent, engendrent et meurent : ils reçoivent, donnent et rendent la vie. Le don, à l'origine de la vie, fait place à des relations d'endettement qui se transmettent de parents à enfants et sont au principe de la reproduction sociale.

Ces dettes de vie se transmettent entre générations et l'entretien du « capital-vie » de la communauté est assuré, tout au long des cycles de vie, par un ensemble de transactions réelles et symboliques. Dans les sociétés traditionnelles ce « capital-vie » ne peut être entamé ou menacé sans que soit ressentie la nécessité de le restaurer. Toute atteinte au capital-vie appelle une action en retour, une procédure de compensation.

Le sacrifice est l'acte permettant aux humains de restituer ce don initial reçu des dieux. La découpe des victimes humaines ou animales offertes et le décompte des dons aux divinités segmentent les richesses en unités convertibles qui, de substitutions en substitutions, deviendront monnaie.

L'existence de la monnaie dans les sociétés les plus différentes permet de supposer qu'il s'agit d'un invariant culturel majeur, une exigence homéostatique nécessaire au rétablissement d'un équilibre toujours fragile.

Avant d'être un moyen d'échange, l'argent fut historiquement un moyen de paiement mis en œuvre dans un contexte éminemment religieux. Les échanges avec les dieux servant de modèle aux échanges entre les hommes. Selon Benveniste, le terme « vendre » (anglais : sell) vient du gotique saljan qui ne signifie pas « vendre » mais « livrer en sacrifice à une divinité » ; de même, « acheter » (anglais : buy) est un dérivé du gotique bugjan dont le sens étymologique est « libérer, racheter quelqu'un pour le sauver d'une condition servile »[7].

La monnaie est le médium qui donne une forme mesurable et quantifiée à cet ensemble de relations sociales constitutives de la société. Par sa médiation, les interdépendances sociales qui prennent la forme d'obligations et de droits réciproques entre ses membres sont traduites en termes de dettes et de créances[8].

Progressivement, la monnaie se diffuse dans la communauté et permet d'offrir une contrepartie lorsqu'un bien passe d'une main à une autre. Avec la monnaie, des relations économiques complexes peuvent voir le jour. Ce n'est pas parce qu'elle peut servir aux échanges qu'elle a de la valeur, mais c'est parce qu'elle est une incarnation de la communauté sociale qu'elle a une valeur d'échange. La

---

[6] Wikipedia (lien) & (lien)
[7] Emile Benveniste, Dictionary of Indo-european concepts and society, Hau Books, 2016, page 129 (lien).
[8] Bruno Théret, **Monnaie et dettes de vie**, 2009, revue L'homme, (lien).

monnaie est donc bien une représentation de la totalité sociale qui rend à chacun de ses membres ce qu'elle juge qu'il lui a donné[9].

La confiance en l'Etat comme contrepartie

Lorsque la puissance de protection[10] est concentrée dans une institution centrale comme l'Etat, la dette de vie devient dette sociale, expression financière de la pérennité de la communauté. La monnaie fait partie intégrante du système politique et est décrétée par le gouvernement de la cité. Grâce à la confiance qu'elle inspire, la cité peut faire des réformes monétaires tant que le cours fixé par la loi est accepté par les citoyens et c'est la solidité politique de la cité qui est reconnue derrière l'adhésion à la règle monétaire. Cette vertu publique est menacée par le vice privé qui consiste à accaparer la monnaie comme richesse. La chrématistique, c'est-à-dire l'accumulation de la monnaie dans des trésors privés, détruit le bien commun[11].

Dans l'Antiquité, les poinçons apposés sur les pièces d'or indiquaient d'où venait le morceau de métal et à qui il appartenait afin d'empêcher qu'il y ait contrefaçon de la monnaie. Le sceau trouve son origine dans des conceptions totémiques et celui qui porte le signe totémique est en communion magique avec la communauté, le signe étant la preuve de son appartenance au clan. Le sceau est signe de propriété et indique que le morceau de métal appartient au dieu, qu'il est sacré. De plus, pour être sûr de récupérer le métal (or, argent) fondu dans la pièce, autrement dit pour préserver les biens du dieu, on y gravait son effigie. Le sceau, signe de propriété, symbole sacré, fonde le crédit accordé à la monnaie.

Le découplage entre la valeur monétaire et la valeur pondérale des métaux est à l'origine des réformes monétaires qui permettent à l'état de modifier la valeur des moyens de paiements en circulation. Le Souverain peut modifier le poids et le titre du métal contenu dans une pièce en conservant sa valeur nominale. La première réforme monétaire a été celle de Hippias à Athènes en 527 av. JC. Pour augmenter les ressources de la cité en guerre contre l'empire perse, il retira toute la monnaie légale, frappa une nouvelle monnaie et mit les nouvelles pièces en circulation[12].

Secteurs public et privé, les deux faces de la même pièce de monnaie

La lutte sans fin entre le secteur public et le secteur privé s'apparente au jeu de tir à la corde où chaque équipe cherche à déplacer le centre de gravité du système en sa faveur et où si l'un perd, l'autre gagne. Cette représentation fige le système et empêche l'émergence de solutions consensuelles et négociées.

Les premiers impôts ont été perçus sur les récoltes de céréales en Mésopotamie il y a 2'500 ans[13]. Ce transfert du secteur privé vers le secteur public a permis de consolider la Cité et de sécuriser les campagnes. Dans le cas des impôts versés par les agents du secteur public, ils retournent sur le même compte d'où leurs salaires ont été prélevés. Il n'y a donc pas de transfert, les salaires du public représentant une sortie nette de cash.

---

[9] Bruno Théret, **Monnaie et dettes de vie**, 2009, revue L'homme, (lien).
[10] La monnaie comme capital-vie.
[11] Michel Aglietta, Pepita Ould Ahmed & Jean-François Ponsot, **La monnaie, entre dettes et souveraineté**, Odile Jacob économie, 2016, (lien).
[12] Michel Aglietta, Pepita Ould Ahmed & Jean-François Ponsot, **La monnaie, entre dettes et souveraineté**, Odile Jacob économie, 2016, (lien).
[13] James C. Scott, **Against the Grain: A Deep History of the Earliest States**, Yale University Press, 2017, 312 pages (lien).

L'adaptation au changement climatique impliquera, nolens volens, une réduction significative de l'activité économique en supprimant le « superflu » et en se concentrant sur le nécessaire[14] ce qui réduira le volume de recettes fiscales collectées.

Régulation homéostatique par la Banque centrale

A la mission première de la Banque centrale qui consiste à contrôler l'inflation nous proposons d'ajouter une deuxième mission consistant à financer la transition écologique et la paix sociale.

La Banque centrale pourra ainsi directement injecter les ressources nécessaires via la digitalisation des paiements (eBanking, smartphone, etc.). Les cibles et les volumes nécessaires seront déterminés en temps réel avec l'aide de l'IA et cela, quel que soit le montant du versement nécessaire. En effet, certaines activités, apportant une plus-value à la communauté, ne sont pas « comptabilisables »[15].

A contrario, afin d'éviter la surchauffe du système (inflation), la Banque centrale pourrait « retirer » des liquidités à l'aide d'une micro-taxe (0,1%) sur ces mêmes transactions électroniques. L'IA permettra d'ajuster conjoncturellement, géographiquement ou sectoriellement le taux de prélèvement de la micro-taxe. A elle seule la micro-taxe peut remplacer tous les impôts et les revenus collectés pourront financer le secteur public, la sécurité sociale et la transition écologique[16].

La gouvernance « autonome » de la Banque centrale sera remplacée par une gouvernance démocratique, où toutes les parties prenantes seront représentées, et qui aura pour principal mission de maintenir l'équilibre entre « injection » et « prélèvement » du cash en circulation dans l'économie. Une majorité à 60% permettra de renforcer la légitimité des décisions prises. Avec l'IA et une gouvernance démocratique à définir, la Banque centrale pourra jouer un rôle de régulateur homéostatique[17] de la circulation monétaire au sein de la communauté.

La monnaie contribue à la cohésion de la communauté mais si sa circulation est entravée ou concentrée en un nombre de plus en plus restreint de personnes, la communauté peut se déchirer. Et si la planète devient invivable, alors la valeur de la monnaie deviendra très relative.

Sources

Michel Aglietta, Pepita Ould Ahmed 6 Jean-François Ponsot, **La monnaie, entre dettes et souveraineté**, Odile Jacob économie, 2016, (lien).
Emile Benveniste, **Dictionary of Indo-european concepts and society**, Hau Books, 2016, page 129 (lien).
Sandrine Dixson-Declève, Owen Gaffney, Jayati Ghosh, Jorgen Randers, Johan Rockstrom & Per Espen Stokners, **Terre pour tous. Un nouveau rapport du Club de Rome**, Actes Sud, 2023, 302 pages.
Bruno Théret, **Monnaie et dettes de vie**, 2009, revue L'homme, (lien).

[14] Exemple de superflu, les millions de « goodies » distribués lors du Tour de France.
[15] Ex. Des grands parents qui gardent leurs petits enfants ou une association de bénévoles qui nettoient une rivière. Ils apportent une plus-value à la communauté mais elle est difficilement comptabilisable.
[16] https://marcchesney.com
[17] Larousse : (a) Processus de régulation par lequel l'organisme maintient les différentes constantes du milieu intérieur (ensemble des liquides de l'organisme) entre les limites des valeurs normales. (b) Caractéristique d'un écosystème qui résiste aux changements (perturbations) et conserve un état d'équilibre (lien).